

L'ajournement

Les réductions de coûts de cette nature finiront par profiter aux exportateurs canadiens, car elles aideront les transporteurs ferroviaires canadiens à demeurer financièrement viables et donc capables d'offrir des services ferroviaires à des prix compétitifs.

Le ministre et le gouvernement appuient les efforts en vue d'aider les expéditeurs canadiens à soutenir la concurrence sur les marchés américains.

[Français]

L'ÉCONOMIE

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, je prends la parole ce soir, encore une fois, pour défendre les intérêts économiques des citoyens de la région de Montréal.

Ce n'est pas la première fois que je soulève cette question importante, mais avec la présente situation, je crois qu'elle mérite notre pleine attention, monsieur le Président.

Durant la période des questions du 22 mai 1991, j'ai cité les nouvelles prévisions provinciales sur l'économie rendues publiques par le *Conference Board* du Canada. Selon ces prévisions, la situation économique au Québec était pire que prévue et cette province était plus sévèrement affectée par la récession que les autres provinces.

Il s'agit simplement de comparer les statistiques de chômage des deux provinces les plus peuplées pour arriver à la même conclusion que le *Conference Board*, monsieur le Président. En avril, le taux de chômage en Ontario était au niveau de 9,4 p. 100, comparativement à un taux de 12 p. 100 pour la province de Québec. La même théorie s'applique à l'échelle des deux plus importantes villes du pays; à Toronto, au mois d'avril, le taux de chômage était de 9,1 p. 100, tandis qu'à Montréal, il se situait à 13,1 p. 100.

En effet, monsieur le Président, l'image de la prospérité dans la région de Montréal est encore plus sombre que ces simples statistiques. Comme mon collègue de Papi-neau—Saint-Michel l'a souligné hier, la ville de Montréal a l'air d'une ville bombardée. C'est la sévérité de la récession dans la région montréalaise qui m'oblige à participer à ce débat à l'ajournement et à demander au gouvernement de porter attention à des chiffres que j'aimerais maintenant présenter.

Monsieur le Président, 22 p. 100 de la population de Montréal, soit près d'un Montréalais sur quatre, vivent sous le seuil de la pauvreté; c'est intolérable d'accepter une telle situation. Dans la province de Québec, 2 097 faillites ont été enregistrées en avril 1991, soit 62 p. 100 de plus qu'en avril de l'année précédente. De ces 2 097 faillites, 79 p. 100 touchent des individus. La différence

de 449 faillites représente des entreprises et ceci est le chiffre le plus élevé au Canada, monsieur le Président.

Voilà pourquoi ce problème mérite une attention particulière de la part du gouvernement conservateur. Ce qu'il y a encore de plus décourageant, c'est que le *Conference Board* croit que la situation économique au Québec va continuer de se détériorer et que le niveau de chômage ne s'améliorera pas durant la prochaine année de son niveau actuel qui est, à travers le Québec, monsieur le Président, d'une moyenne de 12 p. 100.

C'est pourquoi je me présente ici ce soir afin de demander au gouvernement de présenter des mesures concrètes pour une relance de l'économie de cette région. Quand le gouvernement va-t-il dévoiler son plan d'action pour trouver des emplois durables et à plein temps pour les 223 000 chômeurs de la région de Montréal, monsieur le Président?

On a encore vu la fin de semaine dernière 5 000 personnes dans la région de la Gaspésie qui se sont réunies justement pour lâcher un cri d'alarme. Elles veulent rester dans leur région, une belle région dans laquelle ils aiment vivre, mais où il n'y a pas d'emplois, où il n'y a pas d'activité économique. On voit dans la région comme celle de Montréal. . . On a vu la fin de semaine dernière, et cela chaque fin de semaine, des autobus qui s'organisent pour aller magasiner aux États-Unis. Il faut faire quelque chose. La situation est dramatique. Je pense que si le gouvernement ne présente pas une solution globale pour résoudre notre problème économique, bien ce sera dommage, parce que nous allons perdre des emplois qui ne reviendront plus.

[Traduction]

M. Lee Richardson (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur le Président, la prévision du *Conference Board* évoquée par le député de Saint-Léonard pour l'économie canadienne est similaire à celle qui figurait dans le budget de février. Cette prévision, comme la nôtre, annonce une reprise de la croissance économique au cours de l'été et le maintien de cette croissance économique pendant l'année 1992. Je ferai remarquer que le *Conference Board* ne dit pas, comme le député l'a fait dans sa question, que l'économie du Québec continuera de se détériorer. L'organisme prévoit que l'économie du Québec, tout comme celle du Canada, commencera à se redresser dans son ensemble plus tard cette année.

Les taux d'intérêt à court terme ont diminué d'environ 500 points de base par rapport à l'année dernière et continuent de baisser. L'écart entre les taux d'intérêt canadiens et américains a diminué de plus de 250 points de base au cours de la même période. Cela aide à créer des conditions favorables à la reprise économique qui